Mobiliser les sciences de la société pour penser et agir face au changement climatique

par Nicole **Mathieu**

Dans l'éditorial d'un numéro spécial de *NSS* intitulé « Penser autrement la question climatique », Jacques Theys pronostique : « Que la conférence de Paris soit un succès ou un échec, l'année 2015 marquera, de toute façon, une étape importante dans les politiques climatiques : la fin possible d'une certaine forme dépassée de négociation globale, ou l'amorce d'une nouvelle dynamique » (Theys, 2015 p. S1). Notre texte entend proposer une contribution du Groupe Climat de l'Académie d'Agriculture de France à cette nouvelle dynamique. En se limitant à l'exemple français, il prend pour hypothèse que la mobilisation de certains acquis conceptuels et méthodologiques des sciences des sociétés, pourrait participer aux solutions à trouver impérativement, ici et maintenant, pour que les générations qui nous suivent soient préservées – même si ce n'est que partiellement – d'une accélération des évolutions climatiques les rendant incontrôlables. Nous soumettons notamment à la réflexion l'idée d'une redéfinition du problème climatique par l'écoute, depuis les lieux de vie, des « gens ordinaires », ruraux et urbains ; il s'agit de démontrer le rôle positif qu'aurait, pour l'efficacité des relations du politique au scientifique et réciproquement, l'instruction des rapports à la nature de chaque individu (sa « culture de la nature »), ses comportements et modes d'habiter. Autrement dit, nous entendons placer au cœur de l'analyse les habitants qui réagissent aux événements qu'ils associent au « réchauffement climatique » et qui font face aux perturbations qu'ils perçoivent comme conséquentes

Les points faibles des politiques climatiques : échelles d'action et approches scientifiques

Les chercheurs qui ont analysé l'histoire des relations entre science et politique sur la question climatique depuis la Convention de l'ONU sur le climat en 1992 et la constitution du GIEC attribuent les échecs récurrents des négociations internationales d'une part au modèle « linéaire descendant » des politiques qui ne parviennent pas à des décisions globales, d'autre part à la répartition des rôles dans les processus d'expertise : les sciences de la terre construisent le problème et le diagnostic tandis que les solutions pour l'action politique et les décisions sont plutôt du ressort des économistes et des sciences politiques (Aykut, Dahan, 2014 ; Dahan, Guillemot, 2015).

Les politiques climatiques ont certes connu des réorientations au fil des conférences et des rapports du GIEC en passant des concepts d'atténuation (mitigation) à celui d'adaptation et, plus récemment, en testant ceux de résilience et de vulnérabilité (Simonet, 2015), néanmoins elles peinent à avoir des effets sensibles sur les protagonistes qu'elles visent, c'est-à-dire les Etats et leurs engagement à limiter le réchauffement du climat et les émissions de CO_2. On remarque qu'à chaque conférence de négociations (Rio, Kyoto), le bilan s'avère si ce n'est négatif du moins bien en deçà des exigences que requièrent les résultats observés et les alertes des scientifiques du GIEC en particulier.

La COP 21 va se dérouler en 2015 dans un contexte international modifié par les prises de position des Etats Unis et de la Chine ainsi que par l'émergence du mouvement *Future Earth (*programme décennal et international de recherche sur le développement durable). Mais d'ores et déjà circule la rumeur d'un accord probable à minima où la notion de « contribution » se substitue au terme d'« accord global ». Il s'agira donc pour la France comme pour les autres Etats de donner un contenu et un échéancier à cette contribution.

Dès lors, pour l'adoption d'une action nationale, la question se pose à la France de savoir si, après l'ouverture sur la société civile permise par les deux Grenelle de l'environnement (et les

Copyright – Académie d'Agriculture de France, 2015.

Plans climat), elle pourra éviter, dans sa contribution à la COP 21, les deux écueils déjà évoqués : la formulation des engagements au seul niveau de l'Etat et de sa politique climatique, la sous-estimation du fait que la mise en œuvre et la réussite d'une politique de lutte (nationale) contre les conséquences écologiques et sociales du réchauffement climatique ne peut se passer d'une interdisciplinarité entre sciences de la terre (dont l'écologie et l'agronomie) et sciences de la société (au-delà de l'économie et des sciences politiques).
En somme, une des conditions de ce que Jacques Theys appelle une « dynamique nouvelle » est de décloisonner la politique climatique, le plus souvent assimilée à la seule question énergétique, en la rapprochant de celle posée par l'utopie du développement durable qui vise à rendre compatibles les enjeux parfois contradictoires entre action sociale et action écologique (Mathieu, 2012). Par exemple, comment concilier les revendications des agriculteurs pour qui le réchauffement climatique n'est pas une préoccupation majeure et la mise en place d'une « transition écologique » ? Comment déployer une volonté politique sans faille sur la question du climat alors que d'autres priorités semblent s'imposer à court terme.

Une mobilisation croissante mais sans lien fort ni avec les sciences sociales ni avec les « citoyens ordinaires »

Parallèlement à ce qui se passe au niveau des politiques publiques « climat », on ne peut que constater la montée en puissance dans la société civile –internationale comme au sein de ces Etats – d'une prise de conscience des conséquences graves qui commencent à peser sur les régions les plus exposées de la planète et sur les populations qui y vivent. Les médias et en particulier les émissions de télévision participent incontestablement à la popularisation des menaces liées au changement climatique ainsi qu'à la progression des connaissances de « Monsieur-tout-le-monde » sur les interactions entre le réchauffement climatique, la fonte des glaciers et de la banquise, le réchauffement des océans la montée du niveau marin voire même avec les espèces végétales et le monde animal.
De plus en plus d'associations et de réseaux sociaux (Facebook en particulier) appellent les individus et les peuples à s'engager dans des actions qui ne se traduisent parfois que par des pétitions mais aussi par de grandes manifestations dirigées vers les « gouvernements ». Plus on s'approche de la COP 21, plus les appels se font pressants.
Il s'agit donc bien de « mouvements sociaux » au sens de mouvements collectifs ou, comme ils se nomment, de « mouvements citoyens ». Mais, pour le chercheur en sciences sociales, la « société » dont il est question n'a ni métier identifié, ni territoire ou pays reconnu, ni a fortiori différenciation de classes. Loin des sociétés locales et localisées, c'est en quelque sorte un « peuple mondial » avec pour seul « lien social » la volonté de lutter contre les « catastrophes » climatiques et pour une « transition énergétique » ; sans définir les moyens et les échelles d'action, ce mouvement entend peser par l'opinion de masse sur les puissants qui gouvernent le monde. Il s'agit donc d'une mobilisation sociale certes, mais on peut douter de son efficacité pratique et quotidienne, dont pourtant dépendra la construction d'une société « post carbone ». Cette mobilisation traduit une montée en puissance de la prise de conscience et une volonté de prise de responsabilité qui n'ont pas encore trouvé leur forme sociale explicite. La conjugaison des sciences, y compris sociales doit participer de la nécessaire mise à jour des réflexions et des actions.

Impliquer les sciences sociales

Notre proposition de contribution aux débats de la COP 21 par l'intermédiaire du Groupe Climat de l'AAF s'appuie sur deux perspectives : mobiliser le potentiel existant des sciences sociales ; développer la connaissance du processus d'éco conscientisation des individus.

Copyright – Académie d'Agriculture de France, 2015.

Les apports de travaux anciens et des recherches actuelles

Les sciences dites de l'environnement ou du climat ne pourront faire face aux problèmes que posent ce réchauffement et la nécessaire transition énergétique vers des sources d'énergie renouvelables, fiables et ne dégageant pas de $CO2$[1], sans l'apport des sciences humaines et sociales, et notamment de l'histoire, la géographie, la sociologie et l'anthropologie au-delà de l'économie qui est la seule science « sociale » jusqu'à présent convoquée en particulier par le GIEC ;

C'est parce que les sciences sociales ont pour objectif principal de comprendre les sociétés et les dynamiques sociales dans leurs relations avec les territoires, eux-mêmes en mouvement, qu'elles méritent d'être mobilisées pour contribuer aux solutions qu'exige la question du changement climatique. Ce sont d'ailleurs souvent les populations les plus pauvres qui pâtissent de ses conséquences et ont la plus grande difficulté à accéder aux innovations technologiques ainsi qu'au « partage équitable du budget-carbone » (Godard, 2015). Il serait souhaitable qu'à travers la connaissance qu'en ont et qu'en pourraient avoir les sciences de la société, les individus et les groupes sociaux participent de façon proactive - plutôt qu'en subissant- à la stabilisation relative voire au redressement, à moyen et long terme, du rapport des humains aux non-humains, dans cette ère que l'on nomme déjà l'anthropocène[2].

On peut escompter un premier apport sous la forme d'une amélioration des capacités à mettre au jour et analyser les réactions individuelles et collectives aux « évènements extrêmes ». La géographie, par son double intérêt pour les domaines physiques et humains, est pionnière dans l'investigation de ce type de relation homme/nature. L'étude des réactions aux « catastrophes naturelles » est traditionnelle dans cette discipline surtout depuis les travaux de l'américain Gilbert Fowler White (1911-2006) sur les *Natural Hazards*. Elle va de pair avec l'usage des concepts de « vulnérabilité » « risques naturels » et « gestion des risques » et sous-entend – même si à l'époque ils sont peu employés - ceux d'« adaptation » puis aujourd'hui de « résilience » (Reghezza et al., 2015). Parmi les nombreuses recherches mettant au jour les attitudes des « gens ordinaires » face à une forte perturbation qualifiée de « naturelle », d'« anormale » et non prévue retenons deux études portant sur des évènements qui eurent lieu dans les dernières décennies du siècle passé : la sécheresse de 1976 et les réactions des éleveurs dans un canton de la Nièvre (Robic et al., 1982) ; l'éruption du Volcan Nevado del Ruis du 13 novembre 1985 en Colombie où furent étudiée, dans plusieurs lieux touchés, « l'interaction des différents acteurs sociaux ayant pris part au processus de reconstruction après la catastrophe ». (Saavedra, 1995).

Dans les deux études de cas en contextes différents[3], les auteurs arrivent à des résultats surprenants. Ainsi, l'inventivité et la créativité de « l'adaptation » à la sécheresse n'est pas uniforme chez les éleveurs de la Nièvre ; elle dépend moins de la situation économique que de l'éthique personnelle et d'une culture de la solidarité. Dans le cas du Ruiz, la méconnaissance des survivants, de leurs représentations et de leurs pratiques – leurs identités culturelles – a entraîné chez eux un refus d'habiter les logements construits hors des zones à risque. En définitive seuls les projets « venant d'en bas », notamment les organisations coopératives et solidaires ancrées localement, ont abouti et réussi à faire évoluer les valeurs traditionnelles, tout en s'appuyant sur elles.

La connaissance des représentations et pratiques des individus et des acteurs collectifs a donc un intérêt certain quand il s'agit de « réparer » ou d'« atténuer » les dégâts des évènements extrêmes. Cet apport particulièrement utile dans le court terme et pour des solutions d'urgence peut l'être également pour le moyen et le long terme.

[1] Qui vont de pair avec d'autres questions comme celle de la biodiversité végétale et animale.

[2] Ou « L'en-dernière humanité », (Laruelle, 2015)

[3] L'équipe de géographie rurale de Paris 1 pour la première, une sociologue

Copyright – Académie d'Agriculture de France, 2015.

D'ores et déjà on observe le désir sensible dans certaines sciences sociales de s'impliquer dans la recherche de solutions, d'une part en développant de nouvelles pistes et méthodes propres à comprendre les réactions individuelles et collectives face au changement climatique et à la « transition énergétique », d'autre part en favorisant les prises de conscience et modifications des comportements au niveau des individus, des ménages et des groupes sociaux en situations. Un certain nombre de travaux et l'organisation de colloques et de séminaires illustrent la volonté d'engagement de ces disciplines.

Des géographes mobilisent leurs savoir-faire pour identifier ce qu'on pourrait appeler des « innovations sociales » orientées par la volonté ou la nécessité de « faire avec » les premiers signes conséquents du changement climatique ou d'en anticiper les conséquences en adoptant des comportements préventifs, sobres et intelligents. Retenons deux exemples de recherche qui tentent de cerner ces changements de représentations et de pratiques en ce qu'elles concernent des agriculteurs. Dans sa thèse sur les viticulteurs du Roussillon et d'un vignoble australien, A.-L. Lereboullet (2014) tente de cerner comparativement la vulnérabilité et la « capacité d'adaptation » de ces deux systèmes viticoles. L'auteur met en évidence une imagination et une prise de conscience des effets probables plus faibles chez les viticulteurs français, encadrés par leurs organisations, par rapport à celles des viticulteurs australiens, autonomes et marqués par l'esprit de libre entreprise. A propos des oléiculteurs de la Sierra Magina en Andalousie, Marianne Cohen et son équipe croisent leur savoirs scientifiques avec les savoirs locaux pour accompagner « l'adaptation » de ce système agricole sensible aux conséquences du réchauffement climatique mais que les oléiculteurs perçoivent et anticipent difficilement (Cohen et al., 2014).

Il est aussi intéressant de signaler dans le dossier *NSS* déjà cité l'article de Brédif et al., préconisant l'approche par le local pour repérer le changement social qui s'opère autour du problème climatique. S'appuyant sur des recherches de terrain en région Ile de France, ces auteurs considèrent que c'est par « l'écoute du local » qu'une relation positive entre le politique et le scientifique peut s'établir et construire des expériences « responsables » d'articulation global/local pensées sur le long terme. Enfin, il ne faut pas oublier que dans plusieurs recherches, en particulier de sociologie, la question climatique n'est pas dissociée de celle du développement durable. Là encore, les recherches mettent l'accent sur l'avenir des modes de vie et de consommation « sobres » (Dobré, Juan, 2009) et sur les éco-quartiers comme indicateurs du renouvellement des stratégies collectives face à la transition écologique et au développement durable (Dobigny. 2012).

Interroger les cultures de la nature et les modes d'habiter pour penser et agir face aux problèmes posés par le changement climatique

La deuxième perspective est dans la ligne de l'ouvrage *Nouveaux rapports à la nature dans les campagnes* (Papy, Mathieu, Férault, 2012) et des publications sur le milieu urbain interrogeant les rapports à la nature de ceux qui l'habitent (Mathieu, 2012, Mathieu, Martouzet, Guermond, 2010)[4]. Elle s'appuie sur l'hypothèse que l'écoute et l'investigation méthodique des rapports à la nature (« cultures de la nature ») de l'ensemble des individus ainsi que de leur niveau de conscience (ou de leur éthique) de leur empreinte écologique sur les lieux qu'ils habitent en circulant, travaillant, résident et cohabitant (« modes d'habiter »).

La lutte contre les effets négatifs du changement climatique est toujours pensée depuis le politique alors que l'on voit déjà des entités de niveau inférieur, comme les villes, qui prennent mieux en charge la question du réchauffement climatique, les modes de réduction des GES et la transition énergétique dans le territoire dont elles sont responsables.

[4] Ces travaux ont nourri la séance de l'Académie portant sur le concept de mode d'habiter (Mathieu, 2011)

Copyright – Académie d'Agriculture de France, 2015.

Mais demeure totalement sous-estimée la réaction des individus et des groupes sociaux face au problème. Or on observe déjà dans la société civile de base un bouleversement sensible provoqué par l'origine humaine du changement climatique. L'encyclique du pape François est à prendre sérieusement en considération car ce qui est dit peut avoir un effet sur le mental non seulement des chrétiens mais de l'ensemble des contemporains. C'est un appel à réfléchir, à prendre conscience, à élargir ses connaissances à mobiliser de nouvelles pratiques. La société civile est sans doute le maillon le plus efficace de la lutte contre le réchauffement climatique et la construction de sociétés post carbone.

Les concepts de « culture de la nature » et de « mode d'habiter » permettent d'engager une démarche d'évaluation du processus par lequel certains individus prennent conscience et imaginent des stratégies d'adaptaion en milieu rural et urbain. Cette démarche vaut aussi bien pour les groupes socio-professionnels spécialisés (agriculteurs, éleveurs, sylviculteurs, jardiniers que pour l'ensemble des habitants confrontés aux changements climatiques dans les lieux où ils habitent, circulent, travaillent et vivent ensemble. (Mathieu, 2014).

En effet, la connaissance au quotidien du système de valeurs des individus et des groupes sociaux ainsi que des processus qui le modifie permettrait d'aller au cœur de la définition de l'adaptation, à savoir la capacité de penser le futur dans la complexité et l'incertitude mais aussi de prévoir et d'anticiper le changement. La transformation des réactions collectives et individuelles face à la question du réchauffement climatique et de la transition énergétique ne pourra se faire sans qu'il y ait une transformation culturelle de la pensée et des manières d'agir dans le rapport homme/nature. Les sciences sociales peuvent ainsi contribuer aux multiples changements en cours et à l'inévitable processus d'adaptation.

Références bibliographiques

Aykut, S., Dahan, A., 2014. – La gouvernance du changement climatique : anatomie d'un schisme de réalité, in Pestre, D. (Ed.), *Le gouvernement des technosciences*, Paris, La découverte, p. 78-109.

Brédif, H., Bertrand, F., Tabeaud, M., 2015. – Redéfinir le problème climatique par l'écoute du local : éléments de propédeutique, *Nature Sciences Sociétés*, vol 23, S65-S75.

Cohen M., Ronchail J., Alonso-Roldan M., Morcel C., Angles S., Araque-Jimenez E., Labat D., 2014. – Adaptability of Mediterranean agricultural systems to climate change. The example of the Sierra Mágina olive-growing region (Andalusia, Spain). I. Past and present, *Weather, Climate and Society*, Vol. 6, n°3: 380-398.

Dahan, A., Guillemot, H., 2015. – Les relations entre science et politique dans le régime climatique : à la recherche d'un nouveau modèle d'expertise ?, *Nature Sciences Sociétés*, vol 23, S6-S18.

Dobigny

Lereboullet, A.-L., 2014. – *Vulnérabilité et capacité d'adaptation au changement climatique de deux systèmes viticoles méditerranéens. Un cas d'étude comparatif France (Roussillon) – Australie (McLaren Vale)*, Thèse de géographie soutenue à l'Université de Paris 7 Diderot.

Godard, O., 2015. – *La justice climatique mondiale*, Paris, Editions La Découverte.

Mathieu**,** N., 2011. – Le concept de mode d'habiter à l'épreuve du développement durable (séance animée par), *Comptes rendus de l'Académie d'agriculture de France*, n° 4, vol. 96, pp. 41-54

Mathieu, N. 2012. – L'utopie du développement durable et la recherche urbaine. De nouvelles pistes théoriques et méthodologiques, in Stoessel-Ritz, J., Blanc, M., Mathieu, N., (dir.) 2012. *Développement durable, communautés et sociétés. Dynamiques socio-anthropologiques*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, pp. 215-236

Mathieu, N., Martouzet, D., Guermond, Y., 2010. – Pour de nouvelles approches vers des villes durables. Introduction, *Natures Sciences Sociétés*, n° 2, vol 18, pp. 103-112 (coordonnateurs du dossier Approches urbaines insolites)

Copyright – Académie d'Agriculture de France, 2015.

Natures Sciences Sociétés, 2015. – Les enjeux de la conférence de Paris. Penser autrement la question climatique, vol 23, supplément juin.
Mathieu, N., 2014. – Mode d'habiter : un concept pour penser les interactions hommes-milieux, in Chernokian, R. Robert, S., (Eds), *Les interactions hommes-milieux. Question et pratiques de la recherche en environnement*, Quae, coll. Indisciplines, pp. 97-130
Papy, F., Mathieu, N., Ferault, C., (Eds), 2012. – *Nouveaux rapports à la nature dans les campagnes*, Editions Quae, Collection Indisciplines, 191 p.
Saavedra, Maria del Rosario, 1995. – *Les acteurs sociaux face à la gestión des risques naturels. La reconstruction après la catastrophe d'Armero et Chinchina le 13 novembre 1985*, Thèse de l'Université de la Sorbonne nouvelle/Paris III/Institut des Hautes études d'Amérique latine
Simonet, G., 2015. – Une brève histoire de l'adaptation : l'évolution conceptuelle au fi des rapports du GIEC (1990-2014), *Nature Sciences Sociétés*, vol 23, S1-S2
Reghezza-Ritt, M., Rufat, S., 2015. – *Résiliences, sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes*, Paris, ISTE Editions.
Robic, M.-C., Plet, F., Rey, V., Mathieu, N., 1982. – Accident climatique et fonctionnement de la société agricole, la sécheresse de 1976 chez les éleveurs d'un canton de la Nièvre.- *Espace géographique*, 2, pp. 111-123.
Theys, J. 2015. – Le climat, une question de temps, *Nature Sciences Sociétés*, vol 23, S52-S64.

Copyright – Académie d'Agriculture de France, 2015.